

Les défis de la gouvernance multi-niveaux : exemples du Canada et de la Suisse, Sous la direction de Jean-François Savard et Jean-Patrick Villeneuve, Presses de l'Université du Québec, 2011, 128 p.

Aline Salambéré

Volume 19, numéro 1, hiver 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1017161ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1017161ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

L'Observatoire de l'administration publique

ISSN

1929-3348 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Salambéré, A. (2013). Compte rendu de [*Les défis de la gouvernance multi-niveaux : exemples du Canada et de la Suisse*, Sous la direction de Jean-François Savard et Jean-Patrick Villeneuve, Presses de l'Université du Québec, 2011, 128 p.] *Télescope*, 19(1), 216–218.
<https://doi.org/10.7202/1017161ar>

qui partagent un regard d'universitaires d'Europe de l'Est. Cette vision des pays intégrés plus récemment à l'Union européenne apporte un vent frais aux études plus classiques sur le sujet. D'autre part, les contributions sur des angles d'approche pourtant variés demeurent étonnamment complémentaires dans l'ensemble, tant sur le plan thématique que méthodologique. Cette diversité permet un tour d'horizon rapide, sans être superficiel, des enjeux actuels du sujet.

Cependant, sans tomber dans la redondance, le lecteur aurait pu bénéficier d'une conclusion au collectif. Si le fil conducteur de l'ouvrage est relativement naturel, il n'en demeure pas moins que le lecteur privé de remarques finales est laissé à lui-même pour dénouer les différentes contributions et trouve difficilement à dire sur un apport central significatif à l'ensemble de l'œuvre. Somme toute, le résultat final demeure convaincant pour un chercheur intéressé à la gouvernance multiniveau de l'Union européenne, du point de vue politique et légal.

Par JEAN-SÉBASTIEN MARCHAND

Doctorant, École nationale d'administration publique

LES DÉFIS DE LA GOUVERNANCE MULTI-NIVEAUX : EXEMPLES DU CANADA ET DE LA SUISSE

Sous la direction de **Jean-François Savard** et **Jean-Patrick Villeneuve**, Presses de l'Université du Québec, 2011, 128 p.

Cet ouvrage collectif constitue, les deux directeurs le précisent, une invitation à un questionnement encore peu exploré sur le thème du fédéralisme : celui des défis et des relations entre des administrations publiques dans les États à plusieurs paliers. La réflexion rapportée dans ce recueil est celle de cinq doctorants provenant de l'École nationale d'administration publique au Québec et de l'Institut de hautes études en administration publique de Lausanne en Suisse. À l'initiative des directeurs de l'ouvrage, ils proposent chacun un texte de réflexion autour des trois thèmes imposés par le questionnement principal : la gouvernance locale, les enjeux régionaux, les perspectives internationales.

L'ouvrage divisé en trois parties suit le plan qui a guidé la réflexion, avec un préambule introductif dans lequel les directeurs posent le cadre méthodologique et conceptuel de la démarche des doctorants.

Le premier bloc thématique, la gouvernance locale, est traité dans un premier chapitre rédigé par Caroline Jacot-Descombes sous le titre *Réformes de répartition des tâches cantons-communes en Suisse : des tâches à la carte pour les communes ?* Cette contribution amène la question de la tension qui existe entre la décentralisation des tâches prônée par la réforme fiscale de 1999 et la centralisation que tend à dicter le principe de subsidiarité inscrit à la Constitution fédérale suisse. L'auteure conclut, après l'analyse de 13 réformes cantonales, soit 185 transferts de compétences, que

le palier le plus bas (les communes) est le grand perdant dans cette façon de faire. En effet, son étude et le complément qu'apporte une enquête sur la perception des communes tendent à confirmer l'hypothèse selon laquelle le principe de subsidiarité est très peu appliqué dans le contexte des réformes.

On se dirige vers le Québec, et plus précisément dans la ville de Québec de 1989 à 2005, avec le chapitre intitulé *Le système de gestion municipale à Québec sous Jean-Paul L'Allier* rédigé par Denis de Belleval. Cette contribution pose une réflexion analytique et évaluative sur la teneur des alliances populaire, administrative et intergouvernementale du régime de L'Allier. Le contexte comporte, et le fait est important, un volet pré-fusion de 2002 et quelques années post-fusion municipale. De Belleval apporte ici les éléments nécessaires pour s'interroger sur le type de régime urbain que l'on peut observer dans un contexte gouvernemental à plusieurs niveaux. Le cas de la ville de Québec illustre le concept de complexité sur lequel repose en grande partie l'analyse de l'auteur.

Après un regard local sur les villes, les cantons ou les communes en Suisse et au Canada et sur les enjeux de leurs relations avec les différents ordres de gouvernement, le second bloc propose un seul article portant sur les enjeux régionaux. En effet, Ghislain Arbour choisit l'angle de l'évaluation des politiques et des programmes publics pour aborder la question dans son essai titré *L'approche par problématique en évaluation : clarification des buts et des enjeux stratégiques des organismes québécois dans un contexte fédéral*. Arbour trace ici les contours principalement théoriques d'une réflexion sur l'intérêt d'un modèle d'analyse des situations sociales nécessitant une action publique, inspirée de la théorie de l'évaluation intégrée de Richard Marceau. Le modèle présenté tient en douze questions qui permettent, selon l'auteur et ceux à qui il se réfère, de cibler les sources de légitimité et d'influence dans la prise en charge des problématiques publiques par les différents ordres de gouvernement. Il faut noter que cette hypothèse, sans constituer le cœur du débat puisqu'elle est brièvement étayée en fin d'article, fait l'objet d'une modélisation schématisée (p. 77) qui permet au lecteur de pousser plus loin la réflexion.

Dans la logique de l'élargissement du spectre suivie par l'ouvrage, le dernier bloc thématique (les perspectives internationales) propose deux articles, le premier en anglais et le second en français. Ainsi, Karin Wendt, dans son chapitre intitulé *Multi-level regulation to counter the financing of terrorism: The challenge of intersecting and overlapping normative instruments*, observe sous l'angle de la réglementation deux types de défis de la coordination multi-niveaux : ceux de la coordination internationale et ceux de la coordination entre États et dans les États, au niveau régional européen (Union européenne et pays membres). Avec l'exemple de la lutte européenne et internationale contre le financement du terrorisme, ce texte met en lumière des défis de taille après avoir brossé un nécessaire aperçu théorique du phénomène de la réglementation multi-niveaux. On peut ainsi comprendre l'enchevêtrement d'instruments de réglementation, dont les recommandations des organisations internationales et les obligations issues de lois et de traités nationaux et internationaux. Les conséquences de cette réglementation complexe à niveaux multiples sur la lutte contre le terrorisme en Europe et à l'international sont définies dans un contexte d'intensification de l'intervention multi-niveaux inhérente aux

attentats terroristes du 11 septembre 2001. Les principaux défis discutés et illustrés dans l'article sont ceux de la cohérence et de l'équilibre entre les instruments de régulation internationaux et ceux régionaux (Union européenne) et nationaux, particulièrement lors de mises en œuvre nationales de résolutions visant à prévenir le financement du terrorisme. L'article soulève de façon très pertinente, et avec une illustration claire, les enjeux que soulèvent les gouvernements multi-niveaux en termes de cadres normatifs.

Le dernier article du recueil, *Politiques publiques en matière de commerce : une analyse comparative entre le commerce international du Canada et le commerce extérieur de la Suisse* par Frédéric Laberge, traite de la question des perspectives internationales du point de vue des politiques publiques. Le questionnement porte sur la façon dont les règles et accords internationaux formels auxquels adhèrent le Canada et la Suisse (Fonds monétaire international, Organisation mondiale du commerce...), ainsi que les actions plus informelles (Club de Paris), affectent le processus des politiques publiques de chaque pays. L'exemple étudié est celui des politiques commerciales et d'investissement dans un contexte suivant une crise où prévalent prudence et recherche de croissance économique. L'atout majeur de cet essai réside dans le fait qu'il soulève, comme celui de Karin Wendt, la question de la complexification du processus d'élaboration des politiques publiques et particulièrement de la mise en œuvre de ces dernières lorsque plusieurs ordres de gouvernement sont impliqués.

Le recueil dirigé par Jean-François Savard et Jean-Patrick Villeneuve constitue une base pertinente et bien documentée pour les recherches futures en matière de gouvernance multi-niveaux. Les essais proposés l'ont démontré, cette recherche devient nécessaire au-delà des gouvernements à plusieurs paliers dans la mesure où la mondialisation ou l'internationalisation dans des domaines tels que le terrorisme et le commerce impose des échelons supplémentaires de gouvernance aux États concernés. Il aurait été intéressant que les directeurs de l'ouvrage fournissent une synthèse normative afin d'enrichir les pistes de réflexion proposées par les doctorants. Une prochaine édition pourrait en outre comporter un préambule descriptif des États et régimes concernés afin d'apporter des éléments de compréhension et des nuances nécessaires.

La théorie de la gouvernementalité peut trouver dans les textes présentés un nouveau souffle grâce aux nouvelles échelles d'application qu'ils mettent en lumière.

Par ALINE SALAMBÉRE

Doctorante, École nationale d'administration publique